

YVES LETERME

Secrétaire général adjoint, OCDE

Jim Hoagland, conseiller de la rédaction, *The Washington Post*

Nous passons donc cette patate chaude à Yves Leterme, Secrétaire général adjoint de l'OCDE et ancien Premier ministre belge. Yves compte parmi les leaders des chrétiens démocrates en Europe. Première question, sentez-vous une certaine impatience pour le débat sur les politiques fiscales ? Deuxièmement, je me demandais si vous pourriez préciser ce qu'europpéen signifie au sens du modèle social. Qu'est-ce qui distingue ce modèle ? Comment le préserver dans cette période de globalisation ?

Yves Leterme, secrétaire général adjoint, OCDE

Merci beaucoup. Pour dire les choses de manière volontairement provocatrice, on pourrait inverser la question centrale de cette partie du débat. Vous pourriez vous interroger sur le degré d'efficacité des économies émergentes à construire un système de sécurité sociale généralisé pour pérenniser leur développement économique. Je pense que nous sommes tous d'accord pour dire que la cohésion sociale, en d'autres termes, investir dans tous les types de talents et faire en sorte d'intégrer chacun des habitants, est un préalable à un développement durable. La question a été évoquée de manière très défensive. Je pense qu'on peut inverser le rapport. Le problème principal qui se pose, d'un point de vue global en termes humains, est plus une caractéristique des pays émergents qui rencontrent parfois de gros problèmes en raison du vieillissement de leur population. C'est le cas par exemple en Chine. La question par conséquent est de savoir comment ces pays peuvent construire des systèmes comme les nôtres car, une fois encore, à mon avis, un système qui propose une bonne cohésion sociale est incontournable à un développement économique et une prospérité durables.

Deuxième point important, lorsque nous évoquons les États-providence européens, nous devons prendre conscience qu'il n'y a pas de modèle social européen unique. L'Europe en recense au moins trois ou quatre différents. Je ne détaillerai pas leurs caractéristiques, mais nous avons le modèle scandinave, le modèle rhénan en Allemagne, en Autriche, en Belgique, au Luxembourg et en France, le modèle anglo-saxon du Royaume-Uni et un modèle plus récent qu'on trouve dans certains pays d'Europe méridionale et dans les pays d'Europe de l'Est, qui ont élaboré leur modèle plus récemment. Tous sont donc relativement différents.

Il paraît judicieux de les comparer plutôt en fonction de la charge que font peser sur l'économie la cohésion sociale et la solidarité. En moyenne, sur les 34 pays de l'OCDE, dans les pays les plus industrialisés du monde, 22 % du PIB sont consacrés à la politique sociale. Certains pays comme le Chili, qui continue de construire son modèle social, consacrent un taux très faible de leur PIB à la protection sociale. La France et la Suède en revanche sont deux des pays qui affichent le taux le plus élevé, 30 %. Pour des performances économiques très différentes. Ce chiffre est à mon avis plus justifié pour déterminer la charge supportée par l'économie.

J'ajouterais une distinction entre un système de sécurité sociale général dans lequel les initiatives viennent du secteur public et d'un autre côté – dans votre pays par exemple –, la prestation privée de services sociaux, qui ne donne pas toujours de résultats convaincants. L'antagonisme entre les deux est légèrement artificiel car dans le système européen, nous taxons les prestations sociales tandis que vous accordez nombre de déductions fiscales pour encourager les gens à adhérer à la sécurité sociale, à l'assurance maladie, etc.

Enfin, je pense que nous avons réellement besoin de réformes. Certaines ont fait l'objet d'une mise en place partielle. Les réformes dont nous avons besoin sont une augmentation de l'âge de départ à la retraite – l'augmentation de 15 à 20 ans de l'espérance de vie entraîne des conséquences et les habitants doivent travailler plus longtemps – et une plus grande sélectivité dans l'assurance santé. Nous avons de toute évidence besoin d'une plus grande efficacité dans tous les programmes de sécurité sociale européens. L'Europe doit prendre conscience que, comme l'a récemment révélé le rapport PISA, les compétences sont une monnaie d'échange du XXI^e siècle et que les investissements dans

la résistance sociale sont par conséquent plus importants pour l'Europe que ceux consacrés à la sécurité. Ce qui implique d'investir pour donner aux habitants les outils pour réagir et se prendre mieux en charge quand ils se retrouvent sans emploi.

Jim Hoagland, conseiller de la rédaction, *The Washington Post*

Pensez-vous que la crise économique que l'Europe vient de traverser, dont elle semble se remettre, a créé la volonté politique pour apporter les réformes que vous avez suggérées ou qu'il faudra d'autres crises et d'autres évolutions ?

Yves Leterme, secrétaire général adjoint, OCDE

Premièrement, ainsi que l'a rappelé le Commissaire, il n'est pas dans l'habitude de l'Union européenne de se montrer active en matière de sécurité sociale. Néanmoins, parce que j'ai été l'un d'entre eux, je pense que tous les leaders politiques européens sont bien conscients qu'en termes de compétitivité, les choses doivent évoluer. Nous devons toutefois rester réalistes. Je pense que l'Allemagne affiche aujourd'hui l'un des régimes fiscaux les plus coûteux d'Europe. Son économie enregistre pourtant une très bonne performance pour d'autres raisons, comme la manière dont les entreprises sont structurées, l'innovation et le coût du travail dans son ensemble. Le pays a fait beaucoup d'efforts dans ce domaine. Pour répondre à votre question, je pense que les dirigeants européens savent que cette mission est très importante pour que l'économie européenne gagne en compétitivité. Cette question dépasse toutefois le seul coût de travail. Ce dernier représente certes un problème et nous devons migrer du financement de notre sécurité sociale par la fiscalité du travail vers d'autres formes de fiscalité. Cela ne représente toutefois qu'une partie du problème plus vaste de la compétitivité de l'Union européenne.